

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Madame l'Orateur, je suis ravi de participer à ce débat sur le bill C-41 et sur l'amendement proposé. Le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) et d'autres l'ont dit, ce bill est très important. C'est une recherche d'orientation pour l'agriculture. L'agriculture est étroitement contrôlée par le gouvernement, presque depuis les semailles jusqu'à la récolte, jusqu'au moment où les produits prennent la mer à destination de pays d'exportation, et ce bill sert à mettre en place un nouveau contrôle à exercer par le gouvernement, qui n'est pas toujours d'accord avec les producteurs. Je pense donc qu'il faut étudier le bill de très près pour en évaluer la portée.

Depuis quelques années, les progrès de la technologie nous ont permis de faire évoluer notre mode de vie, mais on n'a toujours pas replacé dans sa véritable perspective le problème de la culture de céréales en quantités suffisantes pour nourrir la population du monde entier. Les événements récents ont montré qu'une grande partie de la population de notre planète est au bord de la famine. Bien que l'urgence de cette situation se soit quelque peu estompée, il est presque certain que le monde va être frappé de famine à grande échelle.

On ne peut dire que cultiver du blé ou produire des denrées alimentaires soit un travail satisfaisant ou une façon de faire ce qui vous plaît. Il semble y avoir un exode rural régulier, et l'on remplace la main-d'œuvre par de gros tracteurs, tout au moins dans l'industrie céréalière. A une époque où le taux de chômage est très élevé dans de nombreux secteurs économiques, il est pratiquement impossible de trouver des travailleurs agricoles compétents en nombre un tant soit peu suffisant. L'augmentation du prix des produits alimentaires au niveau de la ferme ne permet toujours pas le maintien du volant actuel de travailleurs agricoles. En outre, le monde devient de plus en plus persuadé que le Canada, vu les quantités considérables de blé qu'il peut exporter, devrait devenir une sorte d'usine alimentaire mondiale qui distribuerait des denrées alimentaires aux nations nécessiteuses pour les sauver de la famine. Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) lui-même aurait dit:

Les producteurs de grains font la pluie et le beau temps. Chaque pays du monde a le devoir de cultiver plus de grains. Et il n'y a pas beaucoup de pays qui peuvent le faire autant que le Canada. Je voudrais donc que nos producteurs sèment davantage de chaque sorte de céréales. Il le faut absolument.

Si c'est ce que le ministre de l'Agriculture voulait, le gouvernement n'a pas vraiment donné l'exemple. C'est peut-être le ministre de l'Agriculture qui devrait s'occuper du bill plutôt que le ministre chargé de la Commission du blé. On a demandé à plusieurs reprises que le Canada améliore considérablement ses programmes d'aide alimentaire à l'étranger. Il est intéressant de noter que la plupart de ceux qui insistent tellement sur l'importance de nourrir ceux qui ont faim dans le monde ne font pas partie eux-mêmes de l'industrie agricole. Ils imaginent qu'il suffit d'exercer un peu de pression auprès des agriculteurs de l'Ouest pour qu'ils puissent soudainement produire de grandes quantités de céréales et nourrir le monde entier. Ce n'est pas très réaliste parce que notre capacité de produire plus de grain semble rigoureusement limitée.

● (1630)

Le Canada se plaint amèrement de l'exportation et de l'épuisement de ses ressources non renouvelables et suppose avec fatuité que les produits agricoles représentent une ressource toujours renouvelable et toujours disponible. Dans l'Ouest du Canada et dans d'autres régions

Stabilisation concernant le grain de l'Ouest—Loi

agricoles du pays, on laisse entendre que nous exportons une bonne partie de notre fertilité agricole, surtout sous forme de nitrogène. On exporte ce nitrogène dans l'engrais qui sert à produire les aliments. Le moyen naturel de remplacer l'engrais est de varier les récoltes, mais cela réduirait notre capacité de produire du grain pour l'exportation.

L'objectif du bill est de corriger les variations qui existent dans les quantités de céréales disponibles pour l'exportation et dans leur prix. On a beaucoup écrit sur l'agriculture canadienne, mais, en fait, l'industrie céréalière est le seul secteur de l'industrie agricole qui accuse d'importants gains provenant de ses exportations. Cette industrie, située très à l'intérieur du pays, est liée à l'activité de nombreux petits groupes chargés du transport et de la manutention entre la ferme et le lieu de destination outre-mer. Sans les céréales, le Canada n'aurait pas été un pays très important au cours de la première partie du siècle; il est significatif que l'industrie céréalière se situe au premier rang de toutes les industries pour les gains provenant de l'exportation en dehors du continent nord-américain. Si le bill contribue à augmenter ces exportations, il est valable.

De plus en plus, je m'aperçois que l'industrie céréalière de l'Ouest et les Prairies font partie de la région continentale de l'Amérique du Nord. Ce qui se passe aux États-Unis a beaucoup plus d'importance pour nous que ne le prétendent la plupart des nationalistes Canadiens. En fait, les défenseurs de l'agriculture aux États-Unis, avec M. Butz et ses programmes, réclament la suppression des mesures gouvernementales limitant la libre circulation des produits agricoles. Or, ce bill prévoit une autre forme d'intervention gouvernementale dans l'industrie agricole.

D'autres proposent que les produits alimentaires servent d'instrument, comme le pétrole, pour faire régner l'ordre dans le monde. A mon avis, ce n'est pas possible. Nous voyons les effets de cette façon d'agir. Une trop forte hausse du prix du pétrole provoque tout simplement une régression de l'économie mondiale. De la même façon, il existera toujours des variations dans la production mondiale de produits alimentaires. Il est banal de dire que le monde, dans ses années de pénurie, peut simplement nourrir sa population. Comme les variations de la production vivrière sont importantes, elles finiront par provoquer une limitation de la population mondiale. Il me semble que, à partir de maintenant, la production alimentaire sera en général excédentaire. Le bill aura probablement une action stabilisatrice.

L'industrie céréalière de l'ouest du Canada ne doit pas servir de broderie pour promouvoir une sorte de nationalisme canadien. La nomination d'un nouveau sous-ministre de l'Agriculture ayant eu des rapports étroits avec l'ACDI laisserait supposer que les céréales canadiennes pourraient servir de moyen d'atteindre nos objectifs. Si nous devons nous aventurer trop loin dans cette voie, nous le ferions presque certainement au désavantage des céréaliculteurs de l'ouest du Canada qui produiront la majorité des denrées alimentaires dont nous avons besoin pour nos programmes d'aide alimentaire. Si divers groupements estiment que nous devrions être généreux et faire don de grandes quantités de produits alimentaires, on s'efforcera de le faire au moindre coût pour la trésorerie nationale. En même temps, le contribuable essaiera d'endiguer cette fuite accélérée de son argent.